



Écoresponsabilité

Lutte contre la pollution : ce que peut faire concrètement le pharmacien

Le dérèglement climatique et la pollution de l'environnement auront de graves conséquences sur la santé des Français. Olivier Toma, fondateur de « Primum non nocere », une agence de coaching RSE experte dans le développement durable et le secteur sanitaire, tire la sonnette d'alarme et évoque plusieurs solutions lors du congrès du groupement Giropharm.

« **L**orsque l'on parle de changement climatique ou de pollution, on pense rarement à l'activité pharmaceutique. Pourtant, elle a un impact », explique Olivier

Toma au « Quotidien ». En effet, une pharmacie pollue. Que ce soit via son éclairage, sa ventilation, la multiplication de factures et autres supports papiers, la livraison de médicaments et de marchandises (parfois dans des cartons surdimensionnés pour leur contenu), mais aussi, ironie du sort, en participant à l'enlèvement des déchets (Cyclamed, DASTRI) dont le transport et l'incinération ou le recyclage sont aussi polluants ! De nombreux groupements de pharmacies s'attellent à réduire leur empreinte carbone*. Et notamment Giropharm, qui organisait récemment un congrès sur le sujet, et qui a fait de l'écoresponsabilité un de ses piliers stratégiques. Ainsi, le groupement, dont 60 % des adhérents ont lancé des actions écoresponsables, s'est engagé à remplacer les sacs plastiques/papier par un seul sac réutilisable par patient, de multiplier le nombre de marques de cosmétique et d'hygiène écoresponsables et d'accélérer le développement d'une marque propre fabriquée en France avec 95 à 99 % d'ingrédients d'origine naturelle, sans suremballage et sans échantillons. D'autres actions ont été présentées comme la dématérialisation des factures d'achat, l'organisation de campagnes de sensibilisation « *eco-friendly* » des patients et le financement des diagnostics, de formations et des plans d'actions pour ses officines. Autant d'initiatives qui sont le signe d'un changement de paradigme au sein de la profession. Pour Olivier



Toma, invité au congrès de Giropharm, les pharmaciens doivent aller plus loin « En tant que professionnel de santé de premier recours, le pharmacien a un rôle clé dans la prévention et la sensibilisation des patients, notamment sur les perturbateurs endocriniens. Il ne faut pas que la patientèle ait besoin de se rabattre sur Google et compagnie pour se renseigner ! Mais le pharmacien a besoin des outils d'accompagnement et d'andragogie adaptés. » Des outils qui manquent, en partie à cause d'une rétention d'information de la part des industriels.

L'État créé des plans, mais n'informe pas de leur existence

qui rend aisé de les présenter comme naturels », commente Olivier Toma. Et ce, peu importe leur composition ! Certains produits cosmétiques affichent même sur leur packaging ne pas comprendre certains composants, par des allégations « sans... »... qui figurent pourtant sur le résumé des caractéristiques du produit (RCP), rarement lu par les consommateurs. Au final, « les pharmaciens sont manipulés et utilisés pour distribuer des produits dont on leur cache les indicateurs et la composition globale. Il n'est pas normal que l'on ne connaisse pas la composition ou la provenance des couches, des implants, des prothèses ou des protections périodiques, des produits que l'on met dans notre corps ! ». Des faits qu'il dénonce depuis des décennies.

Allégations mensongères et greenwashing

Car le secteur souffre d'un vrai manque de transparence « Il est indispensable que nous obtenions la composition exhaustive des contenants, des contenus et de tous les dispositifs vendus, ainsi que la provenance de toutes les matières », affirme Olivier Toma, qui a fait de la lutte contre la désinformation et les publicités trompeuses un de ses principaux combats. « On retrouve dans les médicaments des particules interdites dans l'alimentaire, comme le dioxyde de titane ou l'oxyde de zinc, qui sont utilisés pour blanchir les comprimés ! », explique-t-il. Des perturbateurs endocriniens, comme le glutamate, font aussi partie de nombreux produits médicaux, notamment à destination des enfants. L'allégation « naturel », fièrement abordée sur les packagings de nombreux produits, est aussi trompeuse. « Les cosmétiques sont constitués à 99 % d'eau. ce

Un mal français

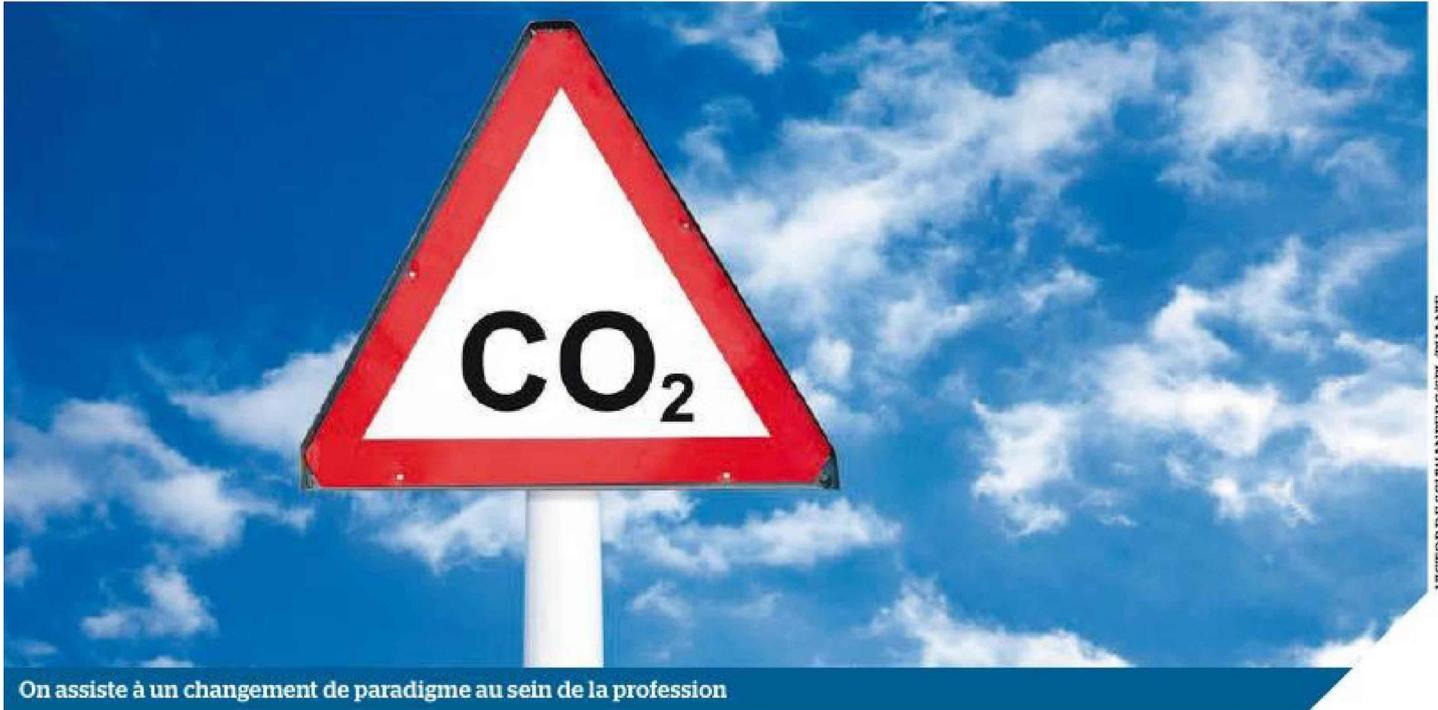
Il y a beaucoup à faire, d'autant plus que la France accuse un certain retard. Ainsi, en Suède, les pharmaciens ont créé un outil analysant les 1200 molécules utilisées au sein du pays. L'outil note ces molécules de 0 à 9 : 3 points pour la persistance, 3 pour la biorésistance, et 3 pour la toxicité. Avec cet outil, les pharmaciens peuvent savoir quels sont les médicaments les moins polluants, et délivrer en connaissance de cause. Un outil qui pourrait être réadapté pour la France.

L'Hexagone ne manque d'ailleurs pas d'initiatives, le « Made in France » ayant le vent en poupe « Aurio! Masques, à Toulouse, a créé 700 emplois. Certes, fabriquer les masques en France est un peu plus cher, mais cela évite de faire travailler des usines en Chine dont on ignore le processus de fabrication », déclare Olivier Toma. D'autant que la promotion du local permet de diminuer la pollution engendrée par le transport des produits de santé. Le manque de communication et surtout de vraie politique de santé environnementale, reste toutefois un frein. « L'État créé des plans, mais n'informe pas de leur existence », constate amèrement Olivier Toma. Un exemple parlant : les agences régionales de santé (ARS) pilotent le Plan national santé environnement (PNSE), décliné en un plan régional dans toutes les régions. Chacune propose des programmes où elles financent des formations, des parcours et des campagnes pour aider les professionnels (dont les pharmaciens) souhaitant s'engager dans une démarche écoresponsable, y compris - via l'Ademe - par des aides de financement pour les travaux de rénovation énergétique. Une excellente mesure, pourtant complètement inconnue du plus grand nombre !

Malgré tout, Olivier Toma ne se décourage pas, et surtout se félicite de la prise de conscience et des actions volontaires de la profession : « Que des grands groupements comme Giropharm me permettent d'expliquer tout ceci est extrêmement bénéfique. Les groupements peuvent mutualiser les efforts de leurs adhérents, les former et les accompagner sur le sujet, en les aidant à calculer leur empreinte carbone, décrypter les étiquettes... Ce sont ces actions qui feront bouger les choses ! ».

François Tassain

* Lire notre dossier Spécial groupements et écoresponsabilité du 20 octobre.



Olivier Toma, lors du congrès Giropharm

Quelles actions du côté des laboratoires ?

■ Selon le rapport de novembre 2021 du Shift Project¹, le secteur de la santé représente près de 8 % des émissions de gaz à effet de serre de la France. L'achat et la production des médicaments et des dispositifs médicaux représentent plus de la moitié de ces émissions. Conscients de l'importance de l'enjeu, les laboratoires pharmaceutiques agissent.

Ainsi, le Laboratoire Pierre Fabre a lancé, en partenariat avec l'agence Pimum non nocere le label THQSE (Très haute qualité sanitaire, sociale et environnementale), qui a été remis à plusieurs dizaines de pharmacies en France. Le laboratoire s'est engagé à ce qu'un produit sur deux de son catalogue soit écoconçu d'ici 2023, et gère des centaines d'hectares de culture en agriculture biologique.

Les Laboratoires Servier se sont de leur côté engagés à réduire de 25 % leurs émissions globales de CO₂ d'ici à 2030, avec des objectifs de réduction pour chaque type de poste (énergie, transport, matières premières, déplacements professionnels). Parmi leurs engagements, le financement de projets permettant la captation ou

la limitation d'émissions carbonées. Le groupe déclare également avoir réduit de 13 % d'émissions de gaz à effet de serre par boîte de médicament produite en 2019 par rapport à 2016.

Sanofi a aussi lancé de multiples actions. En France, le groupe a réduit ses prélèvements d'eau de 13 % par rapport à 2019, et tous ses sites au sein de l'hexagone sont alimentés par de l'électricité d'origine 100 % renouvelable. Sanofi a également supprimé les plastiques à usage unique de ses sites tertiaires, et affirme avoir réduit de 20 % les gaz à effet de serre liés à ses activités, par rapport à 2019.

Les laboratoires internes de plusieurs groupements de pharmacie, comme Giphar et Évolupharm, ne sont pas en reste. Les deux groupements développent depuis quelques années des produits « made in France », en privilégiant les ingrédients d'origine naturelle afin d'en diminuer l'impact environnemental.

** Un think tank qui œuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone.*